

31 mars : grève interprofessionnelle pour le retrait de la loi El Khomri

17 mars : la FNECFP-FO, avec la confédération FO, sera dans les manifestations aux côtés des jeunes

Le 9 mars, 500 000 jeunes et salariés ont manifesté pour le retrait du projet de loi El Khomri à l'appel de FO, CGT, Solidaires, FSU, UNEF, FIDL, UNL.

François Hollande a déclaré : « retirer la réforme, c'est exclu ». Le gouvernement, avec la CFTD, a procédé à quelques aménagements pour tenter de faire passer l'essentiel : le cœur du projet est maintenu.

Avec ce projet de loi, tout serait défini au niveau de l'entreprise, là où le rapport de force est le plus défavorable aux salariés. Sur le fond donc, rien ne change : la loi El Khomri, c'est la destruction du code du Travail, donc de toutes les garanties collectives pour tous les salariés.



Plus que jamais, ce qu'il faut, c'est le retrait pur et simple.

Le 17 mars, les étudiants et les lycéens sont appelés à se mobiliser pour le retrait. Ils ont raison.

Les jeunes qui sont les salariés de demain sont directement concernés. Devenir une main d'œuvre précaire, corvéable à merci, privée de droits collectifs, donc entièrement livrée à l'exploitation patronale, c'est l'avenir que ce projet de loi leur réserve.

Avec la Confédération FO, la FNECFP-FO sera à leurs côtés et appelle les personnels à participer aux manifestations qui auront lieu le 17 mars.

Pour imposer le retrait de ce projet, il faut la grève de tous les salariés du privé et du public. Le 31 mars, FO, CGT, FSU, Solidaires et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF, FIDL et UNL appellent à la grève interprofessionnelle.

La FNECFP-FO appelle les personnels à se réunir en assemblées générales dans les écoles, les services, les établissements, pour préparer, décider la grève le 31 mars. Elle propose aux personnels de mettre en discussion la question de la grève jusqu'au retrait.